Document generated on 10/12/2024 4:29 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Houchang Hassan-Yari, Le Canada et le conflit israélo-arabe depuis 1947, un demi siècle de diplomatie engagée, Montréal, L'Harmattan, Collection Raoul-Dandurand, 1997, 182 p.

Sami Aoun

Volume 7, Number 2, Winter 1999

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1060334ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1060334ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Aoun, S. (1999). Review of [Houchang Hassan-Yari, Le Canada et le conflit israélo-arabe depuis 1947, un demi siècle de diplomatie engagée, Montréal, L'Harmattan, Collection Raoul-Dandurand, 1997, 182 p.] *Bulletin d'histoire politique*, *7*(2), 161–163. https://doi.org/10.7202/1060334ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

certaines interprétations des historiens. Plusieurs des événements et des faits rapportés ont échappé à l'attention des observateurs politiques et des historiens. Ainsi, contrairement à ce que l'on croyait, Taschereau ne se serait pas accroché au pouvoir. S'il a fait les élections de 1935, c'était pour préserver l'unité de son parti alors que les prétendants à sa succession se querellaient. Les mémoires réussissent à atténuer quelque peu la perception que l'on peut avoir du Conseil législatif, aboli il y a 30 ans cette année. À le voir fonctionner grâce à la plume de Laferté, le lecteur révisera peut-être son jugement sur cette deuxième Chambre dont la réputation était fort mauvaise.

Le livre s'ajoute à d'autres parutions des Éditions du Septentrion qui font la place belle à l'histoire politique, telle *Un bleu du Québec à Ottawa*, du sénateur Jacques Flynn. C'est heureux. Il faudrait enfin souhaiter que plusieurs femmes et hommes politiques québécois fassent comme Laferté et qu'ils laissent des traces de leur passage en politique. Combien d'acteurs politiques importants ont préféré garder le silence au lieu de livrer un témoignage qui aurait éclairé les historiens! Si ce n'est pour les générations présentes, au moins, que ce soit pour les générations futures. Ils n'ont qu'à laisser des notes dans un fonds d'archives, mettre un embargo de 25 ou 50 ans et espérer qu'un chercheur leur redonnera la vie longtemps après leur mort.

Jocelyn Saint-Pierre
historien

Houchang Hassan-Yari, *Le Canada et le conflit israélo-arabe depuis 1947, un demi siècle de diplomatie engagée*, Montréal, L'Harmattan, Collection Raoul-Dandurand, 1997, 182 p.

Voilà un effort académique louable pour comprendre l'évolution tortueuse durant une cinquantaine d'années de l'approche gouvernementale fédérale canadienne de l'épineux conflit israélo-arabe. Houchang Hassan-Yari expose dans cette étude les multiples considérations internes et externes qui ont pesé sur la décision politique étrangère canadienne. Sans cacher ses affinités arabes et musulmanes, l'auteur privilégie, dans sa grille d'analyse, le rôle de ce qu'il identifie comme «le lobby» pro-israélien et sioniste œuvrant pour une politique canadienne favorisant les intérêts d'Israël.

L'auteur distingue diligemment les phases et les virages de la diplomatie canadienne à l'égard de ce conflit proche-oriental entre les fils d'Abraham. De «l'amateurisme», à «l'internationalisme», au «continentalisme», au «nationalisme» et enfin au «pragmatisme», la diplomatie canadienne s'est engagée dans un processus qui l'a mené d'un pro-israélisme inconditionnel,

à une politique d'«équilibre» et à une neutralité positive. Ou plutôt, d'une sympathie émotionnelle avec la cause sioniste à une considération réfléchie de la cause palestinienne.

Dans la période de l'amateurisme (p. 17), le Canada était dans le giron britannique et sa politique étrangère à la remorque de la diplomatie britannique. Mais Lester B. Pearson et le juge Ivan Rand engagent le Canada dans un virage historique en l'impliquant dans les préparatifs du partage de la Palestine. Dorénavant, la Terre Sainte sera dans le champ de vision diplomatique canadienne (p. 26-34).

L'auteur nous dit que le lobby pro-israélien au Canada jouissait, à cette époque, d'une latitude inégalée. Cela est dû à ce qu'il appelle l'absence de l'«Arabe canadien» des cercles d'influence à Ottawa et de son incapacité à «contre balancer» la propagande sioniste.

Se détachant de la politique britannique, tout en restant préoccupé par la bonne entente entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, le Canada fera face à la poussée du panarabisme du régime Nasser en Égypte et ses deux moments forts: la Guerre de Suez (1956) et la Guerre de juin 1967. La crédibilité de la diplomatie canadienne subira des coups durs et sera «rongée» par la rivalité Est-Ouest.

L'auteur consacre des pages pertinentes et informatives sur la période la plus saillante et la plus controversée de l'histoire diplomatique canadienne qui a connu les volte-face de Joe Clark à l'égard du conflit entre arabes et israéliens. D'un appui sans discernement à Israël qui lui dicte, pour des «raisons électoralistes», le transfert de l'ambassade du Canada de Tel Aviv à Jérusalem, (p. 81-85) à des sympathies du «peuple palestinien» et à son droit à l'autodétermination sur un territoire (p. 119-124). En ce sens, Joe Clark est très représentatif à la fois de l'évolution de l'approche canadienne de cette ornière conflictuelle qu'est le Proche-Orient et des tensions entre les décideurs politiques canadiens sollicités de tout bord et sous des pressions «lobbyistes» de tout côté: à lire notamment les divergences entre Brian Mulroney, le continentaliste, et Joe Clark, l'internationaliste (p. 125-131).

L'arrivée de Pierre Elliot Trudeau au pouvoir en 1968 et son retour en 1980 après l'intermède conservateur seront marqués par la priorité donnée aux «intérêts nationaux» ou «la doctrine Trudeau» (p. 45-49), donc par «un manque d'enthousiasme» au problème israélo-arabe. Mais la vision Trudeau finira par privilégier à la fois un rôle accru de l'ONU et un rapprochement entre les deux superpuissances américaine et soviétique comme un moyen de pacifier les conflits mondiaux. Même perçu comme pro-israélien, le gouvernement Trudeau finira par convaincre les gouvernements arabes de ne pas inclure le Canada dans «la liste noire» des pays soumis à l'embargo pétrolier. L'auteur avance des informations intéressantes à cet aspect (p. 58-74). Bref,

le gouvernement Trudeau réparera le «tort causé» à l'image du Canada dans l'opinion arabe. Dorénavant le droit d'Israël «de vivre en paix» à l'intérieur des frontières «sûres et reconnues» sera soutenu par le Canada avec le même souffle que l'appui au «droit des palestiniens d'exprimer leurs aspirations politiques à l'intérieur d'un territoire défini» (p. 103).

Enfin, le gouvernement de Jean Chrétien (1993), d'après Hassan-Yari, consacre le retour aux «intérêts nationaux» dans l'ère de la globalisation et la libéralisation économique. «Le pragmatisme» serait la marque de commerce de la politique étrangère canadienne: signature de l'Accord de libre-échange Canada-Israël le 31 juillet 1996, et un rôle visible dans le dossier humanitaire des réfugiés palestiniens et une implication dans le combat contre le terrorisme à l'invitation de l'Égypte (Sommet des bâtisseurs de la paix «Sharam el-Shaykh» le 13 mars 1996).

Sans aucune intention de nier les mérites de cet ouvrage, il est vraiment regrettable que l'auteur ait été incapable d'éviter, pour le moins dans quelques passages, le style apologétique, accusateur et pamphlétaire dominant dans les écrits en Occident, à la fois des pro-israéliens et des pro-arabes, soucieux de remporter la bataille «lobbyiste» et de marquer des points de propagande. À vrai dire, l'analyse et l'évaluation de la politique étrangère canadienne auraient été plus objectives à la lumière des circonstances historiques, culturelles et géo-politiques: les affinités pro-hitlériennes de quelques figures de proue palestiniennes, l'aventurisme et les excès de la politique de Nasser, un anti-occidentalisme primaire, etc. Ce sont, entre autres, des faits et des événements qui ont «retardé» l'avènement d'une approche canadienne équilibrée de la cause palestinienne. Surtout que le sionisme, à tort ou à raison, jouissait d'un préjugé favorable au sein de la culture politique occidentale: n'est-il pas un mouvement nationaliste libérateur marquant l'éveil d'un peuple que la civilisation occidentale avait «ghettoïsé» et même «massacré » sans frémir.

En ce sens, l'auteur a manqué de mettre les activités du mouvement pro-sioniste dans sa relativité culturelle. Aussi fallait-il que l'ouvrage signale les efforts louables des intellectuels juifs canadiens pacifistes qui sont des partenaires de la «culture de paix» qui tarde à s'annoncer au Proche-Orient. Une fois de plus, l'autocritique est la pièce souvent manquante aux publications des auteurs moyen-orientaux.

Enfin, l'ouvrage de Houchang Hassan-Yari aura sa place bien méritée dans la bibliothèque francophone de l'Amérique du Nord. C'est un outil de recherche, de réflexion et de savoir, grâce à sa clarté, sa vaste documentation et sa rigueur méthodologique.

Sami Aoun
UQAM